

Congrès et Assemblée générale 2019 Présentation du projet de résolution finale du Congrès

Nadia BELLAOUI, secrétaire générale

Bonjour à tous,

Il me revient, ce matin, de vous présenter la résolution finale de notre Congrès, qui vous sera distribuée à la fin de la matinée et sera soumise à vos suffrages en fin de journée.

Une résolution pour quoi faire ?

Une résolution, c'est d'abord un texte clarificateur. Pas une proclamation dans le vide, mais un moyen de préciser notre analyse et notre ambition. De dire ce que nous voulons, et ce que nous pouvons.

C'est un engagement à faire.

C'est donc le point de départ d'un travail au long cours. Pour le Conseil d'administration national, le Congrès de Marseille est le point de départ d'un processus : celui qui va conduire notre organisation à devenir, en trois, six, neuf ans, un acteur politique de premier plan.

Le premier enjeu de cette résolution, c'est de nous permettre de mieux poser les conditions d'un réinvestissement de la Ligue dans l'école, de la maternelle à l'université.

Parce que l'école est au cœur des problèmes de la société.

Parce qu'être un acteur politique n'est pas qu'une affaire de volonté intrinsèque. C'est aussi occuper l'espace politique sur lequel nous sommes attendus, et sur lequel nous pouvons mobiliser les énergies militantes.

Or l'éducation est notre espace politique naturel : celui sur lequel nous sommes reconnus, sur lequel on nous attend.

Cela n'exclut pas d'incorporer à notre réflexion et à nos pratiques d'autres dimensions du monde qui vient, comme la transition environnementale. Mais comme le notait hier François Dubet, « *la Ligue de l'enseignement ne se fera pas une réputation sur l'environnement* ».

Xavier Giraud, qui nous connaît pourtant moins bien, évoquait spontanément l'émancipation. L'émancipation par l'éducation, c'est notre « vocation », dit la résolution.

Reconnaître cette vocation ne veut pas dire que nous sommes sourds aux autres causes, mais qu'on les conduit avec d'autres. Elles peuvent même être la clé d'une politique d'alliances, au niveau national comme au niveau territorial. Mais ces alliances seront d'autant plus faciles à nouer que nous serons bien identifiés. La Ligue doit retrouver son identité.

Le second enjeu, c'est de lever, j'avais dire une bonne fois pour toutes, les doutes entre nous sur cette intention de réinvestir l'École.

- par l'affirmation d'un projet culturel pour le système éducatif, j'y reviendrai ;
- par l'affirmation de la Ligue comme acteur politique, qui ne nie pas la nécessité de rendre des comptes sur l'usage des fonds publics, mais se refuse à n'être qu'un prolongement de l'administration du ministère de l'Éducation nationale ;

- par le démarrage d'un travail de réflexion politique partagé qui permette de mieux nommer les problèmes sur lesquels nous voulons agir. Sur ce point, les grands témoins qui nous ont accompagnés jeudi et vendredi nous ont fait passer des messages forts : pas de catéchisme, ni de langue de bois, mais un sens des responsabilités, du « *courage* ».
- mais aussi par le développement de capacités de contre-expertise qui nous permettent d'être des interlocuteurs exigeants.

Cela se joue à tous les niveaux de l'organisation : la Ligue doit cultiver sa capacité d'être un « *intellectuel collectif* », au sens de Gramsci. Elle peut le faire à travers un processus de formation interne, mais aussi – surtout – par des discussions organisées qui permettent de s'appropriier les sujets, de les mettre à l'épreuve, de les travailler collectivement. Les réunions nationales en régions, l'an dernier, ont révélé un vrai appétit. Mon dernier passage au stage de formation de l'Usep a montré aussi une grande capacité de réflexivité.

Cette capacité se nourrira aussi d'échanges avec des compagnons de route qui puissent enrichir notre réflexion, pas seulement issus de l'inspection générale.

J'évoquais notre projet culturel pour l'école. Ça a été dit, l'élaboration de ce projet demande de nommer les problèmes. Les analyses de François Dubet et Stéphane Beaud nous offrent ici des contributions sérieuses.

Stéphane Beaud nous parle des « *verdicts scolaires* », qui déterminent les destins.

François Dubet nous rappelle que l'école et en particulier l'échec scolaire est au cœur des problèmes de la société contemporaine. Les inégalités sont individualisées, elles sont vécues comme des discriminations et des blessures dans le cadre d'une compétition qui ne s'ouvre pas à tous dans les mêmes conditions.

Le populisme se nourrit de la haine de l'école, ce premier échec qui détermine tous les autres.

L'école du tri, avec son couple vainqueurs / vaincus, contribue à façonner une société stratifiée, où l'idée même de citoyenneté est de plus en plus mal distribuée.

Or notre projet éducatif et culturel, c'est l'émancipation, pas la distribution des places. C'est la possibilité, pour tous, de se développer. L'idée que tout le monde peut y parvenir. Qu'il n'est jamais trop tard.

Mais cet idéal est inaccessible quand c'est l'École elle-même qui enferme dans un destin.

« *Quand on parle de l'École, on est toujours injuste, ajoutait Dubet, mais le dévouement de quelques-uns ne peut pas nous faire ignorer le parti pris d'ensemble : le choix de sélectionner.* » Il fait ajouter que cette École de la sélection n'est même pas performante, quand on considère la grande difficulté de notre système à orienter correctement les jeunes.

Réinvestir l'École, c'est reconnaître que notre projet de société ne peut se développer sans une École de la République, qui retrouve sa vocation émancipatrice.

Des millions de nos concitoyens sont sortis de l'École humiliés. Est-ce une fatalité ? Non ! François Dubet nous l'a dit hier : les enquêtes internationales montrent qu'au sein des pays développés, les jeunes Français sont les plus anxieux, ayant le moins de considération pour eux-mêmes. Même ceux qui réussissent !

Il est possible, il est urgent de **rompre avec cette logique de sélection** et de tri.

Comment ? Nous avons tout d'abord un travail à mener au sein de la population. Dans l'espace public, mais surtout autour de nous, pour faire prendre conscience des dégâts que crée cette école du tri social.

Car les ressources sont dans la population, la mobilisation citoyenne, les familles, les jeunes. Vous l'aurez peut-être noté, il y a eu une seule intervention de jeune dans la salle : sur l'orientation.

Nous n'avons **aucune raison de douter du fait que la population est mobilisable** sur cet enjeu.

Et si elle est mobilisable, c'est bien parce que c'est d'elle qu'il s'agit. L'enjeu central, pour nous, est de **permettre l'entrée dans une société éducative**, pas seulement de soigner le système éducatif.

C'est un paradoxe qu'il faut souligner : l'École du tri, celle qui délivre les diplômes et détermine les destins sociaux, **a dans la société des effets plus structurants que jamais.**

Mais dans le même temps la centralité de l'école a tendance à se réduire quand on parle de l'accès au savoir ou des apprentissages. Et la tendance ne fait que s'amorcer. **La société numérique est une société apprenante.**

On peut aujourd'hui apprendre par le numérique, documenter ses apprentissages par le numérique, et les partager par le numérique, à une échelle sans précédent : c'est une mutation profonde. Et cela engage une petite révolution : une bonne partie des barrières institutionnelles aux apprentissages : « ne copie pas », « ne parle pas avec ton voisin » ou, en entreprise, « on ne parle pas avec le concurrent », toutes ces barrières peuvent tomber. Car en partageant la connaissance on en sort enrichi. C'est l'idée centrale de la société apprenante : personne ne sait tout, mais tout le monde sait quelque chose et on a tous à y gagner.

L'avènement de cette société coïncide avec la vague d'automatisation qui, voit les apprentissages classiques devenir moins centraux. **Ce qui aura de la valeur, demain, dans le monde des algorithmes et des robots, c'est le lien humain, la capacité à nouer des relations, à discuter, écouter, mettre en réseau, à travailler ensemble.**

C'est ici que la boucle est bouclée.

Car ces savoir-faire appelés à devenir centraux sont nos savoir-faire.

Ce sont les capacités que nous développons chez les jeunes.

Tout ce qui se fait et se joue aujourd'hui dans les associations va occuper une place de plus en plus centrale dans les apprentissages de demain. Il nous faut en tirer les enseignements : j'en citerai deux.

Tout d'abord c'est au nom de cette centralité que la Ligue de l'enseignement doit réinvestir l'École. Notre apport propre à l'éducation ne doit pas rester périphérique, notre façon d'envisager l'éducation doit être portée au cœur de l'institution.

Deuxième conclusion : il nous faut explorer plus avant, travailler plus en profondeur **ce qui signe la différence de notre façon d'éduquer.** Les associations doivent être d'abord un lieu d'apprentissage et de débat.

Dans notre action éducative, dans nos modes d'organisation, **nous avons tendance à reproduire les catégories de l'école.** Il nous faut sortir de la relation sachant – apprenant, qui ne fait que répliquer des situations d'apprentissage déjà bloquées pour une partie des jeunes auxquels nous nous adressons. Il faut – ils nous l'ont dit hier – faire une place à la parole des jeunes.

Et nous ne pouvons ignorer que les inégalités se retrouvent aussi dans les autres manières d'apprendre, que savoir débattre, savoir travailler avec les autres n'est pas donné à tout le monde. Mais c'est justement là que se situe notre apport, à la société en général, et à l'École en particulier. Et ces apprentissages-là ne se font pas sur une chaise devant une estrade. Ils se font au sport, dans les loisirs, dans la vie associative même, dans le militantisme.

Nous devons tracer notre voie, car c'est celle qui fait sens par rapport au monde de demain. Et c'est elle qui peut ressourcer l'École, une École dans laquelle nous nous sommes tant investis dans le passé, une École qui peine à rattraper le monde de demain, et qui contribue malgré elle à faire, trop tôt, des vaincus.

Nous avons un travail particulier à réaliser auprès des enseignants. Pour le conduire, il nous faut admettre qu'il y ait des conflits d'intérêts, reconnaître la tension entre convictions et intérêts répondait François Dubet au SNUipp. Sortir aussi de l'unisson sur des slogans qui mettent tout le monde d'accord parce que personne n'a rien à dire, comme la « casse généralisée du service public ».

Il est temps de sortir des incantations. Si nous voulons nous faire entendre, si nous voulons être crédibles, nous devons avoir de vrais arguments, mobiliser une contre-expertise pointue, avoir quelque chose à proposer. Cela vaut aussi bien vis-à-vis de nos interlocuteurs que vis-à-vis de la population.

Faire de la politique, ce n'est pas se faire plaisir ou se faire peur en agitant des slogans. C'est mener une réflexion exigeante, en avance de phase sur ce que peut produire l'administration.

Cette réflexion peut se ressourcer au travail des intellectuels, mais elle doit être la nôtre. D'où la nécessité de refaire un vrai travail de politisation dans le réseau. Nous devons affûter nos arguments, avoir des propositions fortes.

C'est à l'aune de ces propositions, au nom de ces conceptions, que nous pourrions juger l'institution et construire un rapport exigeant avec le ministre de l'éducation.

Là encore il s'agit d'abord de défendre d'abord nos réalités, notre apport politique, plus que de grandes généralités sur lesquelles nous n'avons pas de prise, et qui relèvent peut-être davantage du métier des syndicats.

Sophie Beau, la fondatrice de SOS Méditerranée, évoquait hier ses demandes vis-à-vis de l'institution. À son exemple nous pouvons progresser dans notre fonction de plaidoyer, gagner en précision.

Nous devons plaider pour des parcours moins linéaires, pour une reconnaissance du « droit à l'erreur », en faisant valoir l'engagement comme voie d'apprentissage. Notre partenaire étudiant Animafac a su obtenir une année de césure pour les étudiants qui permet de garder sa bourse.

Du côté des enseignants, nous pouvons défendre des mesures réglementaires en faveur de l'intégration de l'éducation populaire dans leur formation ou des mesures de ressources humaines en faveur de leur engagement (message d'encouragement à l'engagement avant la retraite, message de l'institution, pour l'Usep des autorisations d'absences pour assumer les mandats).

Sur les rythmes scolaires et les temps de l'enfant, les devoirs à l'école, les nouvelles compétences à acquérir, les classes de découverte, le sport scolaire, nous avons un apport pédagogique et politique à valoriser.

L'école ne peut pas se transformer que de l'intérieur. Elle a du mal à se transformer de l'intérieur. Elle a besoin de nous, de notre apport.

Frédéric Sawicki a raison de nous rappeler qu'aujourd'hui il nous faut oser, car le pouvoir se sait faible. Les marges de manœuvre existent, elles sont certes plus grandes au niveau local que national, mais nous devons nous en saisir.

Et cela permet d'en venir à nos réflexions sur notre dépendance aux subventions et la perte de notre autonomie politique. Nous négocierons d'autant mieux la CPO dans les années à venir, que nous aurons un vrai projet culturel et éducatif pour l'école, avec le soutien de la population et celui des enseignants.

Nous l'avons réaffirmé à l'occasion des ateliers de jeudi, et c'était le constat le plus partagé : ce qui limite notre capacité à être un acteur politique est le « *glissement (qui) s'opère actuellement conduisant les associations à être considérées par l'Etat et les collectivités comme des **prestataires de service** et non comme des partenaires liés par des Conventions triennales.* »

Il nous faut effectivement regagner une autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics mais pour cela, il nous faut aussi prendre en compte les évolutions qu'ont connues nos organisations instituées. Ces évolutions expliquent aussi leur faiblesse face à cette volonté d'instrumentalisation par les pouvoirs publics.

N'est-il pas vrai que dans notre vocabulaire, dans notre façon d'envisager notre action, nous nous sommes laissés contaminer par les catégories de l'action publique ? Nous nous adressons à des « publics », comme si nous étions sur l'estrade et eux dans la salle. Nous évoquons des « bénéficiaires », comme si nous étions une caisse de sécurité sociale. Notre représentation est loin de refléter la diversité sociale, culturelle, d'âge ou de genre.

Comment s'étonner si les habitants des quartiers et des villages auprès de qui nous menons notre action nous perçoivent comme une institution, une sorte de service public ou d'opérateur public ?

Comment s'étonner si les « invisibles », qui ressentent les premiers frémissements de l'indignation ou qu'ils finissent par se mettre en mouvement, nous ignorent ?

Nous avons, nous ne cessons collectivement de le dire et de le redire, un problème de visibilité et de lisibilité. Encore faut-il s'entendre sur le message essentiel que nous voulons porter dans la société.

Notre mission n'est pas de faire bénéficier le plus grand nombre des faveurs de l'action publique ou de l'État social, mais **d'aider les populations à s'organiser**. Non pas pour la venue du Grand Soir. Mais pour *se constituer*, participer, débattre, contribuer à la fabrique du commun.

Il y a là, à réactiver, une fonction d'institution, au sens où la Ligue doit redevenir un instituteur du social. Non en dispensant du savoir ou des bienfaits. Mais en activant les possibilités de l'autonomie.

C'est à ce prix que l'association redevient elle aussi une **institution républicaine**, qu'elle fabrique de la citoyenneté. Quand elle est capable de mener un travail actif de médiation, de relais entre politiques et citoyens, d'activateur de pouvoir d'agir et de penser.

Face aux urgences de l'heure, et à celles qui nous attendent, nous souhaitons une démocratie capable de faire des choix collectifs courageux, porteurs d'avenir. Nous souhaitons « Faire République ». C'est le titre de la résolution. République, au sens de *res publica*, la chose commune, à construire ensemble, au-delà de l'État même social.

Quelle que soit leur échelle, locale, nationale, ou mondiale, nous sommes convaincus que les choix majeurs qui sont devant nous devront impliquer les citoyens – dans l'instruction des questions, dans la délibération, dans la décision.

Est-ce que notre réseau d'associations a envie de défendre cette ambition ?

Je le crois car le constat que nous faisons, des limites de la sous-traitance de l'impuissance publique a toutes les raisons d'être partagé. Car ses effets sont devenus tangibles dans l'affaiblissement du militantisme dans les associations. Combien d'associations ne parviennent plus à renouveler leurs instances ?

Là aussi, la hiérarchisation que nous faisons dans le congrès est forte de sens. Nous sentons que nous connaissons, nous aussi, une **crise de la représentation** qui part d'un trop fort désinvestissement des membres de nos associations, à qui l'on propose principalement d'être des consommateurs d'activités.

« La Ligue (je reprends la phrase-clé des contributions des Fédérations retenue par les participants aux ateliers), doit, à l'instar d'autres grandes associations d'éducation populaire, faire sa "révolution culturelle", se rapprocher des classes populaires : les précarisés, les exclus, Femmes et Hommes concernés en priorité par la réalisation de nos finalités philosophiques et éducatives. »

Disons-le alors clairement. La Ligue de l'enseignement veut faire avec les gens comme ils sont, en particulier les milieux populaires qui ont de l'énergie à revendre.

Vous avez peut-être été marqués, comme moi, par ces deux courbes parallèles que nous a montrées Stéphane Beaud, qui mettaient en évidence le niveau d'espérance des immigrés dans l'éducation de leurs enfants. C'est aussi un rapport à la citoyenneté. Une volonté de faire République.

On sait intuitivement que le sentiment d'injustice, cette perception des inégalités comme discrimination comme nous l'a expliqué François Dubet, peut créer du repli sur soi. Mais c'est aussi une très forte motivation pour l'engagement. Des jeunes femmes dans les quartiers savent sans doute mieux que d'autres en quoi la vie associative est une façon de soigner leurs blessures.

Sachons écouter les jeunes qui nous ont adressé un message fort.

« Quand les statuts de volontaire en service civique, d'administrateur, de stagiaire BAF ou de bénévole seront moins importants que les idées proposées,

Quand on cessera de dire que les jeunes ne sont pas engagés,

Alors, la Ligue sera un acteur politique pertinent, en accord avec ses valeurs. »

Je me risque à une proposition dans le droit fil de celles émises dans les ateliers de jeudi après-midi : conduisons un débat avec notre base associative locale sur cet enjeu de **faire avec la population**, dans nos actions et notre représentation.

A vrai dire, je ne crois pas qu'on ait le choix. Il nous faut mener cette réflexion avec nos associations. Faut-il rappeler que le projet de la Ligue doit être celui des associations locales qui la constituent ?

Être un acteur politique, c'est aussi faire notre propre transition démocratique et retrouver une capacité à remettre les associations affiliées au cœur de la décision des fédérations.

L'enjeu de la cohérence, de l'exemplarité

C'est sur ces bases que nous réussirons à structurer un mouvement associatif à la hauteur de nos attentes. Un mouvement qui ait une réelle influence sur notre environnement institutionnel et un réel impact sur la relation qu'entretiennent les associations avec les pouvoirs publics.

Notre vision est claire. Portons-la. Elle est résumée de belle manière par Patrick Viveret quand il affirme que l'association doit faire vivre le trépied du « REV » : résistance, émancipation et vision transformatrice.

« Une résistance sans perspective et sans expérimentation, dit-il, devient une simple révolte souvent désespérée et désespérante.

Une vision transformatrice sans résistance et sans expérimentation devient un simple horizon idéal sans traduction incarnée.

Une expérimentation coupée de la résistance créative et de la vision transformatrice devient une soupape de sûreté ou une caution du système dominant sans capacité à le transformer. »

Pour nous, l'association n'est donc :

... pas seulement la production de biens et de services, même non marchands, mais la création du lien social et politique par ce biais

... pas seulement la gestion désintéressée par quelques-uns mais la recherche et la promotion d'une société plus engagée et plus coopérative

... pas seulement la mise en œuvre de politiques publiques mais la recherche et l'expérimentation de la meilleure réponse d'intérêt général aux besoins sociaux

... pas seulement « agir pour » mais « faire ensemble ».

Au fond, cela consiste à faire notre transition écologique, sociale et démocratique

La résolution du Congrès énonce explicitement l'engagement de la Ligue à prendre sa part dans la réponse à l'urgence environnementale.

La Ligue veut vivre dans la société d'aujourd'hui. Il n'est plus possible de faire avec les gens si on ne prend pas soin de la planète. C'est en cela que les enjeux sociaux, démocratiques et écologiques sont liés.

Toute la Ligue est concernée, la Fédération des Bouches-du-Rhône nous l'a rappelé avec force. La Ligue est aussi une entreprise et les démarches inspirés des Objectifs du développement durable peuvent être un cadre de réflexion et de débat exceptionnel pour faire grandir les spécificités du modèle associatif que nous voulons.

Je vais bientôt vous lire le texte du projet de résolution qui va être soumis à vos suffrages.

Je veux, avant de finir, faire mien le point d'attention de Frédéric Sawicki, jeudi soir. Il nous faut faire preuve de lucidité sur l'état de nos forces. Notre grand témoin a vu juste en retenant prioritairement des contributions inaugurales des Fédérations, dans « la parole au réseau », que deux fédérations parmi les cinq qui ont témoigné ont failli disparaître dans une période récente de cinq à six ans.

Faut-il se rappeler que si la Fédération des Bouches-du-Rhône a accueilli le Congrès cette année plutôt qu'en 2013, c'est parce qu'elle entrait dans une phase de redressement judiciaire ? Il nous faut urgemment trouver les moyens de sortir de cette crise larvée de tous contre tous, dont nous sortons tous perdants, car le centre confédéral est durablement affaibli. Mais pas au prix de l'immobilisme.

Je veux donc terminer avec le message des jeunes : **« À nous tous, nous sommes la Ligue. Soyons le changement, que nous voulons voir dans la société, dès aujourd'hui. »**

Nadia BELLAOUI
Secrétaire générale de la Ligue de l'enseignement